

## **Lettre ouverte à M. Emmanuel MACRON :**

**« Oui, M Macron, Ecoutez FAYROUZ ! Elle vous dira ce qu'est vraiment le Liban ! Mais de grâce, M le Président, ne soyez pas contaminé par nos politiciens ! »**

*Par Carol SABA, Avocat franco-libanais au Barreau de Paris et de Beyrouth, Vice-président de la Commission internationale « Paris-Beyrouth » de l'Ordre des Avocats de Paris, Responsable de la Communication de l'Assemblée des Evêques Orthodoxes de France, écrivain et chroniqueur (Il s'exprime ici en son nom personnel)*

### **ANNEXE 1**

#### **Pourquoi l'enjeu libanais est-il, aussi, un enjeu pour la France et l'Europe ?**

Nous sommes le 1<sup>er</sup> septembre 1920. Sur le perron de la célèbre « Résidence des Pins » à Beyrouth, merveilleuse bâtisse orientale, devenue résidence des ambassadeurs de France, entouré par les représentants des communautés libanaises, chrétiennes et musulmanes, le Général GOURAUD, Haut-Commissaire du Gouvernement français au Levant de 1919 à 1923, prononce solennellement non pas la « création du Grand Liban » mais la naissance-reconnaissance de cet Etat libanais dans ces nouvelles frontières qui lui reviennent. Plus qu'un discours, ce fut un éloge ému et passionné du Liban « éternel », qui inscrit le nouveau sujet de droit international, l'Etat du Grand Liban, dans la grandeur historique qui est la sienne depuis tout temps. « *Libanais, tonnait GOURAUD, devant le peuple assemblé, peuple de toutes les religions, que domine le Mont Liban, hier voisines, désormais unies en une patrie forte de son passé et grande de son avenir... je proclame solennellement le Grand Liban et au nom de la République française, je le salue dans sa grandeur et dans sa force, du NAHR EL KEBIR (ndlr. Le grand fleuve, au Nord Liban) aux portes de la Palestine et aux crêtes de l'Anti-Liban* ».

L'enjeu libanais, M. le Président, est aujourd'hui, un siècle après, plus que jamais, un véritable enjeu français, voir même, davantage, européen, même si l'Europe n'est pas suffisamment consciente, encore, des dangers qu'elle encourt, elle qui continue à dupliquer, de nouveau, face aux multiples menaces en Méditerranée orientale, les mimétismes pathologiques des anciennes géopolitiques oppositionnelles continentales !

La montée en puissance des tensions en Méditerranée orientale n'est pas nouvelle, M. le Président, ni d'ailleurs, ne le sont les menaces des géopolitiques compliquées, néo-impériales et autres, qui se développent en Méditerranée orientale et au Moyen Orient, animées par des puissances qui montrent aujourd'hui leurs dents et dévoilent leur jeu d'intérêts, d'une manière concrète, frontale, provocatrice et oppositionnelle.

En l'absence d'une quelconque politique européenne commune, face à ces nouvelles menaces, votre démarche à l'international en soutenant la Grèce face aux menaces turques, en intervenant directement dans le dossier libanais et en le prenant en charge, présage-t-elle d'un volontarisme politique gaulliste pour commencer, au nom de la France, à faire face à ces menaces ?

Pendant longtemps, la géopolitique « naturelle » de la France a été mise en sourdine, sinon a été dévoyée de ses objectifs traditionnels en raison de multiples considérations européennes qui se sont avérées êtres des ambivalences. Face aux menaces lancinantes en Méditerranée orientale, la France ne peut rester attentiste, et se doit de retrouver les fondamentaux gaullistes de positionnement de la France aussi bien « face » aux ennemis (potentiels et/ou réels, mais pas encore dévoilés) qu'aux alliés, qui n'hésitent pas à engloutir les intérêts de la France, quand ils le peuvent !

La diplomatie d'influence de la France qui avait été engloutie par les considérations européennes ambivalentes, est aujourd'hui plus que nécessaire, dans cette région centrale et centrique qu'est la Méditerranée orientale. La France a été affaiblie et doublée, sur son terrain de jeu naturel, la Méditerranée orientale, le Moyen Orient et l'Afrique, non seulement par les autres puissances internationales, européennes et régionales, mais aussi par les nouvelles puissances néo-impériales russes et chinoises, perso-iraniennes et néo-ottomanes, qui se sont reconstituées sur les deux dernières décades et qui ont développées des politiques expansionnistes agressives.

Si votre engagement sur le dossier libanais s'inscrit, non seulement au regard des relations historiques et des liens d'amitié qui lient nos deux nations, mais aussi et surtout, dans ce contexte stratégique, on ne peut que s'en féliciter, M. le Président, aussi bien pour le Liban, mais aussi, et surtout, pour la France. Celle-ci a tant besoin de retrouver sa diplomatie d'influence dans le monde et dans cette région, non pas pour dupliquer un ancien « colonialisme » désuet au Moyen Orient et en Afrique (qu'on rejette, et qui serait en tout état de cause aujourd'hui impossible, tellement le monde a changé) mais pour « réinventer » de nouvelles formes de stratégies et de politiques « partenariales » dans cette partie centrale du monde et pour favoriser au Moyen Orient, l'émergence de véritables démocraties, citoyennes et laïques, et respectueuses des droits fondamentaux et de l'égalité de traitement des personnes et des groupements historiques.

Votre démarche est gaulliste M. le Président, car elle va à l'essentiel, en faisant le constat aujourd'hui, que l'Europe est en panne de politique étrangère, alors que les menaces se développent autour d'elle, et que ce qui se passe en Méditerranée orientale n'est pas étranger à la perte d'influence de la France dans cette région, la France ayant renoncé à sa propre géopolitique naturelle au profit de la géopolitique allemande qui a triomphé en Europe.

Vous connaissez M. le Président, les trois géopolitiques européennes, et ce qu'il en est advenu. Vos prédécesseurs, MITTERAND et CHIRAC, et un peu SARKOZY, ont bataillé pour la thèse « française » de l'Elargissement de l'UE vers le Sud Européen, le Moyen Orient et l'Afrique. La thèse « allemande » était pour l'Elargissement de l'UE vers l'Est Européen. La thèse « anglaise », via l'ambivalence légendaire des anglais, était celle de l'ambiguïté, avec un pied dedans et un pied dehors, de l'UE. La Grande Bretagne impactée par sa position géopolitique, celle d'une « ile », et ayant besoin d'être protégée par une grande puissance navale (les USA), a constamment cherché à arrimer d'une manière atlantiste, l'Europe à la puissance américaine.

De ce jeu géopolitique complexe des années 80 du siècle passé, seule l'Allemagne s'en est sortie victorieuse. L'Allemagne réunifiée a su imposer à la France sa thèse géopolitique de « l'élargissement de l'UE à l'Est européen », ce qui donnait à l'Allemagne une prééminence géopolitique centrale en Europe « continentale ». Elle a de ce fait réussi aussi à imposer sur le plan monétaire, l'Euro fort à la France et aux pays de l'Europe du Sud, et a pu décider, via son instrument de puissance, la Banque Centrale Européenne, des politiques économiques et monétaires de l'EU, mais aussi des plans de sauvetage des autres membres (cas emblématique de la Grèce sauvée avec les forceps).

Ceci a entraîné à terme, la sortie de la Grande Bretagne, par le BREXIT compliqué, mais aussi l'isolement de la France, qui non seulement décrochait progressivement du couple franco-allemand, mais était aussi empêchée de toute entente avec la nouvelle Russie, en application de la thèse géopolitique historique gaullienne de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». La défaite de la thèse française de l'élargissement de l'UE au Sud, pourtant défendue par vos prédécesseurs, MITTERAND et CHIRAC, a fait perdre à la France son

influence dans son terrain géopolitique naturel en Méditerranée orientale, au Moyen Orient et en Afrique. M CHIRAC et puis par la suite, M SARKOZY, ont tenté, en vain, de reconstituer ce qu'on a toujours appelé la « politique arabe de la France » mais c'était peine perdue. Le projet de « l'Union pour la Méditerranée » n'a jamais réellement vu le jour. Isolée progressivement en Europe, la France a été aussi doublée en Méditerranée orientale et en Afrique, par les nouvelles puissances néo-impériales montantes, impériales russes et chinoises, mais aussi, perses et néo-ottomanes.

La France aujourd'hui se retrouve en première ligne pour faire front, avec force et discernement, et à positionner les forces de la France sur ces vieilles lignes de fracture de ces anciens mondes néo-impériaux qui refont surface ici et là et qui menacent la France et l'Europe.

Ce qui se passe aujourd'hui en Méditerranée orientale entre la Grèce et la Turquie mais aussi les interventions turques en Libye, mais aussi l'influence qu'elle cherche à exercer au Liban auprès de certaines composantes sunnites en perte de leadership, est très inquiétant et n'est pas sans rapport avec vos interventions au Liban.

Vous savez pertinemment par exemple, *-ceux de vos diplomates du Quai d'Orsay pro-iraniens le savent très bien et en parlent-*, que la présence iranienne en Méditerranée orientale a toujours été une constante géopolitique perse et le « rêve » par excellence, de la puissance impériale perse ... Dans le temps, il fallait aller affronter l'empire romain, et puis l'empire byzantin qui a pris sa suite, en Méditerranée orientale. Aujourd'hui, la puissance néo-perse que représente l'Iran des Mollahs, réalise bien ce rêve d'antan, au Liban, après avoir grignoter le pouvoir ici et là, dans les différents coins stratégiques d'une nation arabe fragmentée et divisée sur elle-même. Le tribalisme passéiste, le népotisme et les autocraties de diverses constitutions, ont détruit, le monde arabe et tout potentiel de coopération et d'unification de ses Etats et ce, malgré les richesses naturelles et humaines de cette région centrale du monde. L'être « arabe » et son aspiration à la liberté, à la démocratie, et à un vécu respectant les fondamentaux de la dignité humaine, a été détruit. L'Occident, pour préserver ses intérêts, a laissé faire, et se retrouve aujourd'hui en première ligne.

De même, M. le Président, vous savez pertinemment, comment évolue la Turquie actuelle depuis un certain temps, et comment les thèses néo-ottomanes ont tenté de prendre le pouvoir dans le monde arabe, profitant du printemps arabe, et de l'implosion de cette région et la montée des radicalismes, pour installer, des régimes amis, dominé par les Frères Musulmans, et comment elle s'autodétruit en détruisant les fondamentaux laïcs sur lesquels, ATATURK, s'est reposé et qui ont fait la montée en puissance politique, militaire et économique de la Turquie au 20<sup>ème</sup> siècle. Les récentes transformations des lieux du patrimoine byzantin en Turquie, en mosquées ne sont pas que des provocations éphémères. Il s'agit là de gestes stratégiques et d'une symbolique de conquête qui visent à reparler avec l'histoire ottomane, et à renouer avec ce que votre père spirituel, Paul RICOEUR, appelait le « récit national », ottoman en l'occurrence, mythifié par les conquêtes. Oui, M. le Président, il s'agit là d'une démarche identitaire et géopolitique qui n'est pas neutre et qui équivaut à une déclaration de guerre !

Carol SABA

29 août 2020, Annexe 1 à la lettre ouverte au président MACRON